éduquer pour demain

Projet 2010 - 2014

les francas
L'éducation en mouvement !

Bordeaux 2009

le congrès

congres bordeaux int+couv•2010•21 1 28/04/10 9:59:54

Congrès 2009
Texte 4
Adopté par l'AGN du 27 octobre 2009

Sommaire

1 Ambition générale page 2

2 Des orientations page 9

3 Une stratégie pour la mise en œuvre du projet pour 2010 - 2014 page 17

1
PREMIÈRE PARTIE : UNE AMBITION GÉNÉRALE QUI AFFIRME UNE EXIGENCE POLITIQUE

1. Depuis 65 ans, une action fondée sur une ambition, ancrée dans des valeurs et en prise avec les évolutions de l'environnement

L'objet associatif des Francas est l'éducation et l'action éducative dans le temps libre des enfants et des adolescents. Pour mettre en œuvre cet objet, les Francas fondent leur action sur des valeurs, véritables repères de sens pour agir dans la société.

L'éducation est la raison d'être des Francas, leur motif premier de revendication et de mobilisation pour rendre « *l'Homme et le Citoyen le plus libre et le plus responsable possible dans la société la plus démocratique possible* ».

L'action éducative pendant le temps libre des enfants et des adolescents (les loisirs éducatifs) est le champ d'intervention privilégié des Francas.

Se réclamant de l'Éducation populaire, les Francas ont choisi de conduire l'action éducative à partir des modes collectifs d'accueil et d'animation des enfants et adolescents, conformément à la conception qu'ils ont du « vivre ensemble ».

Pour les Francas, participer à l'éducation par l'action éducative impose d'exprimer au préalable l'idée qu'ils se font de l'Homme et de ses relations aux autres.

congres bordeaux int+couv•2010•22 2 28/04/10 9:59:54

1.1 Affirmer les valeurs qui fondent notre action [1]

Dès 1944, les Francas ont affirmé leurs valeurs fondamentales : santé, union, franchise, camaraderie, république, France, paix… Au fil des années, ces valeurs ont été confirmées et la manière de les exprimer a évolué. Aujourd'hui, ces valeurs sont :

L'humanisme : confiants dans l'Homme et soucieux de son bonheur, les Francas se tournent résolument vers l'enfance et l'adolescence.

Ainsi, les textes des congrès successifs ont-ils souligné l'attachement des Francas à favoriser, dès l'enfance, le développement de la personne, tant dans sa dimension individuelle que dans sa dimension sociale et leur détermination à révéler les potentialités de chaque personne [2].

Respecter l'Homme, c'est reconnaître la personne – y compris l'enfant et l'adolescent – en tant qu'individu singulier mais aussi en tant qu'être social. Cela vaut pour toutes les personnes, sans distinction aucune d'âge, de genre, d'origine, de situation sociale ou de religion.

La liberté : dans l'absolu, c'est la possibilité pour l'individu d'agir sans contrainte. En réalité, la liberté est toujours relative : le principe de liberté est contraint par celui d'égalité qui suppose que chacun respecte la liberté des autres. Liberté et égalité sont deux volets indissociables de la devise de la République française, « Liberté, égalité, fraternité ».

L'autonomie – la capacité de l'individu à se déterminer lui-même – est une condition nécessaire à l'exercice de sa liberté. Mais elle est une conquête progressive qu'il faut permettre et accompagner dès l'enfance : la liberté individuelle s'exerce dans le respect de celle des autres.

L'égalité : dans l'idéal républicain, tous les individus ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Tous n'ont cependant pas les mêmes possibilités d'exercer les droits qui leur sont théoriquement reconnus par la Déclaration des Droits de l'homme ni même, d'ailleurs, d'assumer leurs obligations.

La diversité des goûts, des intérêts, des capacités et des compétences est une réalité. C'est aussi une chance. Reste que chacun, quels que soient son âge, son genre, ses potentialités, son origine ou sa situation sociale, doit avoir toutes possibilités de vivre dignement. La justice sociale consiste au moins à garantir à chacun, quelles que soient ses différences, son droit à la dignité.

La solidarité : la solidarité s'exprime par l'échange, l'entraide, le partage des connaissances comme des richesses. Elle invite à la réciprocité à condition de s'inscrire dans le cadre d'une reconnaissance mutuelle des droits.

La laïcité : c'est une valeur liée au respect mutuel. La laïcité va au-delà de la tolérance : elle invite non seulement à admettre mais à comprendre l'autre (son histoire, sa culture…). Elle implique alors de lutter contre toute atteinte à l'intégrité et à la dignité des personnes, contre toute idéologie contraire aux Droits de l'homme et aux Droits de l'enfant [3].

La paix : rechercher la paix, c'est d'abord apprendre à repérer les désaccords pour tenter de les réduire et résoudre le plus tôt possible les problèmes qui peuvent être sources de difficultés. C'est ensuite apprendre à gérer pacifiquement les conflits qui peuvent se déclarer.

1- Congrès de Lyon-Villeurbanne, mai 2000.
2- Congrès de Rennes, 1989.
3- Cf. le texte du Congrès de Toulouse en 1995 et *Réussir* Document n° 6, « Laïcité – Éducation – Culture ».

congres bordeaux int+couv•2010•23 3 28/04/10 9:59:55

1.2 Se projeter dans une perspective globale de société

Agir pour mettre en vie les valeurs des Francas suppose, *a minima*, de définir une perspective globale de société. Cinq principes la caractérisent pour les Francas :

Une république et une démocratie fondées sur le respect et la mise en œuvre des Droits de l'homme et du citoyen

L'espace démocratique recouvre les droits et obligations sur lesquels les citoyens d'un État de droit doivent s'entendre. C'est l'espace de la Loi qui assure le respect de la liberté de chacun. Régi par l'État, cet espace est gouverné par des femmes et des hommes élus par le peuple.

La démocratie est l'organisation qui garantit et organise la société de telle manière que soient applicables les Droits de l'homme. Depuis 1989, les Droits de l'enfant engagent également de nombreux pays. Droits de l'homme et Droits de l'enfant sont à la fois des objectifs à atteindre et des principes à respecter. Ils doivent inspirer les conditions de mise en œuvre et les méthodes de l'action éducative des Francas.

Une économie au service de l'Humain

Il est commun de dire aujourd'hui que l'économie « gouverne le monde ». C'est plutôt la recherche incessante de profits toujours croissants et dédiés à toujours moins de personnes qui pèse trop lourdement sur ce monde. Dès 1974 les Francas ont affirmé que la recherche du profit est en soi un obstacle au développement de politiques éducatives pour tous les enfants.

Le libéralisme n'est pas compatible avec les Droits de l'homme et les valeurs qui les sous-tendent. En cela, il est un obstacle à la réalisation du projet des Francas. Ces derniers revendiquent l'existence et la défense d'espaces de régulation pour réduire le plus fortement possible les inégalités engendrées par la liberté quasi-totale du marché. Les pouvoirs publics ont ici un rôle essentiel à jouer. En relation avec tous les acteurs sociaux, ils doivent agir pour inverser la tendance à la « marchandisation » de l'Éducation comme de l'action éducative pour permettre à tous les enfants et adolescents de bénéficier d'une éducation de qualité.

Une société tournée vers l'avenir et porteuse de progrès pour tous les hommes

« *La politique, c'est le goût de l'avenir* », écrivait Max Weber. Si on croit en l'avenir, au changement et à l'évolution, si l'on considère la politique comme une volonté de transformation du monde, le concept de progrès prend alors véritablement du sens.

Face au développement d'une « culture de l'immédiateté et de sacralisation du présent », face à la fracture Nord/Sud qui ne cesse de grandir, les Francas rappellent leur conception du Progrès comme étant l'amélioration du sort de tous les êtres humains. Ainsi les évolutions, les inventions ou les découvertes diverses et variées ne participent au progrès que si elles profitent à toute l'Humanité.

congres bordeaux int+couv•2010•24 4 28/04/10 10:00:00

Nous ne sommes pas dans la contemplation. Coresponsables, nous sommes capables d'agir sur le monde. À la fatalité, les Francas opposent leur conviction d'un progrès possible. Ils affirment leur détermination à agir, avec d'autres, pour un « monde meilleur ».

Une société qui considère l'éducation comme moteur de développement et de progrès humain

« L'éducation, c'est l'ensemble des influences d'origines et de natures diverses qui s'exercent volontairement ou non sur l'individu ou que l'individu exerce sur son environnement et qui, en se conjuguant, contribuent au développement de sa personne » [4].

Il en découle que :

- l'éducation est forcément globale et continue. Elle ne peut être réfléchie de manière fragmentée ;
- toute action éducative porte en elle une double finalité : le développement de la personne dans sa singularité et le développement de la société. Car si l'éducation vise l'épanouissement des individualités, elle le rend possible par l'action collective. En se confrontant aux autres, l'individu, s'il se construit personnellement, structure aussi ses relations sociales avec eux.

De fait, l'éducation est un moteur de développement et de progrès pour la société dans son ensemble. Les politiques nationales et locales en matière d'éducation doivent donc traduire l'ambition de la Nation face à cet enjeu. État et collectivités territoriales, à leur niveau de compétences respectif, doivent créer les conditions et consacrer les moyens nécessaires à la réalisation de cette ambition nationale.

Une société prenant en compte le développement durable

L'émergence de la notion de développement durable dans la conscience collective est un élément marquant des évolutions sociétales récentes. L'adossement à la Constitution française de la Charte de l'environnement au même titre que la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789 et que le Préambule de la Constitution de 1946, en est une traduction formelle.

> « La finalité de l'action des Francas est la personne humaine et son bonheur »

Esquissé lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement de 1972 et formalisé par le rapport Brundtland (1987), le développement durable se doit de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ; il accorde une part importante de ses propositions aux besoins essentiels des plus démunis et repose sur l'idée d'une limitation du prélèvement et de la préservation des ressources naturelles.

Les Francas, pour leur part, se reconnaissent plutôt dans la définition élargie lors des Sommets de la Terre (Rio 1992, Johannesburg 2002) qui place la justice sociale et le combat contre la pauvreté comme des principes primordiaux d'un développement qui serait durable. Cela signifie pour les Francas que les volets humains, sociaux et économiques du développement durable (la solidarité, l'équité, le partenariat, la coopération) sont aussi fondamentaux que la protection de l'environnement.

2. Revendiquer une prise en compte plus forte de l'éducation dans le temps libre, donc des loisirs éducatifs, par l'ensemble de la société

« La finalité de l'action des Francas est la personne humaine et son bonheur » [5].

4- Congrès de Rennes, 1989.

5- Congrès de Rennes, 1989.

congres bordeaux int+couv•2010•25 5 28/04/10 10:00:00

Les Francas s'attachent « *à favoriser, dès l'enfance, le développement de la personne, tant dans sa dimension individuelle que dans sa dimension sociale* » et, pour ce faire, cherchent à « *développer les potentialités dont la personne est porteuse* ».

Les Francas distinguent l'éducation, qui tient à la vie dont elle a l'ampleur et la complexité, de l'action éducative qui n'en est que la partie maîtrisable.

L'éducation est globale et continue. Toute action éducative – consciente, volontaire et finalisée – n'est qu'une contribution qui s'inscrit dans la globalité et la continuité de l'éducation.

En tant que Mouvement œuvrant pour l'éducation de tous les enfants et adolescents, les Francas développent une action complémentaire de celle de l'école et de la famille. Les enfants et les adolescents eux-mêmes, les enseignants ainsi que les parents sont donc des interlocuteurs privilégiés des Francas. Le partenariat avec eux doit sans cesse être recherché et enrichi.

Les Francas doivent encore être demain un « lieu ressource » pour tous les acteurs éducatifs mais aussi s'inspirer des idées et attentes de ces mêmes acteurs pour faire évoluer le projet du mouvement.

2.1 Affirmer l'importance du temps libre dans l'éducation

Les Francas ont une vocation indissociablement éducative, sociale et culturelle. Leur projet consiste à faire partager par le plus grand nombre le fait que le temps libre des enfants et des adolescents[6] participe à leur éducation, au même titre que le temps scolaire et le temps de vie en famille. Ces trois temps sont complémentaires.

Les Francas revendiquent cette ambition et agissent pour la concrétiser en stimulant la création et l'animation d'espaces où chaque enfant pourra bénéficier d'un temps libre éducatif de qualité.

2.2 Agir pour une mobilisation plus forte de l'ensemble de la société

La réalisation de cette ambition passe par une double nécessité : la participation de tous à l'éducation d'une part ; une action publique plus volontariste d'autre part.

La participation de tous à l'éducation

Pour les Francas, l'apprentissage du « vivre ensemble » doit s'inscrire dans la durée et nécessite d'être valorisé pour ce qu'il permet : construire le progrès humain.

Accepter l'autre dans sa (ses) différence(s) est le préalable incontournable à l'émergence de projets collectifs qui, tout en préservant la liberté individuelle, visent à instaurer des libertés collectives.

6- « *Aujourd'hui environ un tiers du temps de l'enfant est libre. Entendons parlà, un temps où l'enfant n'est pas à l'école, un temps où il ne répond pas à des besoins fondamentaux (sommeil, nutrition, hygiène), ni à des obligations familiales, mais bien un temps dont l'enfant est acteur ou pourrait l'être. Ce temps libre peut être utilisé à toutes sortes d'activités ou de non-activités, en famille, entre amis, dans la rue ou dans quelque institution que ce soit. Ce temps libéré a pour caractéristique première qu'il n'est pas déterminé* a priori *pour l'enfant, mais bien qu'il est, au minimum, négocié entre l'enfant et l'adulte (….). Le temps libre porte – en potentiel tout au moins – toute une dimension socialisatrice complémentaire de celles de la famille et de l'école* », Jean-Paul HENRI, *Le temps libre des enfants*, Éditions Milan, 1995.

congres bordeaux int+couv•2010•26 6 28/04/10 10:00:04

Les Francas sont et seront toujours davantage attentifs à toutes les formes de mobilisation et d'engagement au service de cette ambition. Au-delà, ils doivent eux-mêmes, à tous les niveaux, créer les conditions de rencontre et d'engagement où les volontés individuelles peuvent, en se combinant, participer à la mise en œuvre de leur projet.

C'est au niveau local que doit se structurer la mobilisation de tout un chacun. Un réel développement de l'action éducative n'est possible que si tous ceux qui interviennent auprès des enfants (enseignants, parents, acteurs sportifs et culturels…) sont associés à la définition d'un projet éducatif de territoire. Cette implication de tous dans l'action éducative offre du contenu à l'apprentissage du « vivre ensemble » et contribue de manière significative à la lutte contre toutes formes d'exclusion.

« Le rôle des associations de jeunesse et d'éducation populaire dans le domaine de l'éducation est essentiel »

Le rôle des associations de jeunesse et d'éducation populaire dans le domaine de l'éducation est essentiel. Les Francas doivent agir pour que l'action publique respecte ce rôle plus encore et facilite l'initiative de la population au sein de ces associations. Les associations ne peuvent pas être considérées uniquement comme des opérateurs. Elles doivent aussi être considérées comme des lieux de rassemblement aptes à créer du dialogue, des propositions, de l'action, de l'interpellation, de la revendication.

Une action publique plus volontariste

Forts de leurs travaux des vingt dernières années, et prenant en compte les évolutions importantes de la société, les Francas constatent que l'action éducative dans le temps libre en direction des enfants et des adolescents s'est largement développée. Ce développement prend des formes diverses et procède le plus souvent de la volonté d'une collectivité locale. En délimitant le cadre d'organisation des « activités accueillant des mineurs en dehors de leur domicile » [7], l'État a accru la nécessité d'une action publique en la matière.

Malgré cela, le temps libre des enfants et des adolescents demeure un temps où les inégalités s'aggravent fortement.

À partir de ces constats, les Francas affirment qu'une action publique plus volontariste est nécessaire pour que chaque enfant, chaque adolescent ait accès, là où il vit, à des loisirs éducatifs de qualité. Compte tenu des évolutions en cours – marchandisation de l'éducation, construction européenne, décentralisation… – les Francas doivent être encore plus offensifs pour que l'intervention des pouvoirs publics en matière de loisirs éducatifs pour les enfants et les adolescents soit plus importante.

Dans cette perspective, les Francas doivent, dès à présent, prendre en compte l'articulation des responsabilités et des rôles respectifs de l'État et des différentes collectivités territoriales, leurs relations de partenariat avec les acteurs éducatifs. Et ainsi définir ce qui constituerait les bases d'une « société éducatrice ».

Pour les Francas, l'État doit demeurer acteur avec les prérogatives et instruments qui sont les siens de la construction d'une société plus éducatrice. Il doit affirmer sa mission de régulation sur l'ensemble du territoire national.

À ce titre, il doit inciter fortement chaque collectivité locale à créer les conditions de mise en œuvre sur son territoire, d'un projet global d'accueil éducatif dans le temps libre, dont l'un des éléments de base

7- Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001.

congres bordeaux int+couv•2010•27 7 28/04/10 10:00:04

« une double logique, celle de Mouvement et celle de Fédération »

est *a minima* le centre de loisirs, au sens où la loi l'institue [8].

L'accueil éducatif sur un territoire local, tel que le conçoivent les Francas, doit résulter de la coconstruction par tous ceux qui, sur ce territoire de vie, sont concernés par l'Éducation. Seule l'action des pouvoirs publics peut permettre de garantir :

- l'accès pour tous, sans discrimination de quelque nature que ce soit ;
- la diversité et la qualité des propositions dont la diversité des pratiques culturelles ;
- l'implication des individus : pour qu'au-delà d'être usagers, ils soient acteurs.

3. Les Francas, une organisation indissociablement Mouvement et Fédération

En soixante-cinq ans d'expérience au service de l'action éducative locale, les Francas ont largement contribué à l'évolution des loisirs éducatifs.

À la fois mouvement d'hommes et de femmes, mouvement d'idées et donc mouvement d'influence, ils ont construit leur action sur une double logique, celle de Mouvement et celle de Fédération.

À certaines époques, le Mouvement a été privilégié pour mettre en œuvre le projet ; à d'autres, c'est la Fédération qui en a été l'outil principal.

Ces dernières années, l'influence de la Fédération a accéléré le développement de l'action éducative dans le temps libre des enfants et des adolescents, notamment grâce à la forte implication des collectivités locales. Ce développement, inachevé, doit être renforcé par une action forte du Mouvement, pour qu'au-delà des décideurs, ce soit l'ensemble des citoyens qui participe à l'amélioration de l'action éducative.

La double logique Mouvement-Fédération continue d'être un moyen efficace de mise en œuvre du projet. Pour être encore plus offensifs et plus exigeants demain, les Francas sont tenus d'agir et ce, sans conditions préalables de moyens de mise en œuvre. Il ne saurait y avoir d'idée pertinente sans traduction dans l'action. C'est ce qui anime les Francas depuis leur création.

Pour convaincre de l'importance du temps libre et de la nécessité d'une mobilisation plus forte de l'ensemble de la société sur l'éducation, il faut s'adresser à de multiples interlocuteurs, dont notamment :

- les pouvoirs publics, État et collectivités territoriales ;
- les médias ;
- les professionnels de l'éducation, les enseignants, les animateurs permanents et volontaires ;
- l'opinion publique et plus particulièrement les parents et les jeunes.

Le Mouvement doit être l'organe dynamique qui fait émerger les idées nouvelles, les expérimente et, surtout, les fait véhiculer par des acteurs engagés. C'est par le Mouvement que se réalise notre mission d'éducation populaire. Parce que nous considérons que l'avenir d'une personne ne peut être déterminé exclusivement par d'autres qu'elle-même, nous fondons notre action sur la responsabilisation et l'implication de chacun dans une démarche de transformation du présent.

Le Mouvement doit se renforcer en devenant plus accessible et plus attractif pour tout un chacun. La base agissante est ouverte à tous et son action doit être structurée au niveau local, là où vivent les enfants et les adolescents. Les Francas

8- Décrets n° 2002-883 et 2002-885 relatifs à la protection des mineurs et au projet éducatif, se rapportant à la loi 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel.

congres bordeaux int+couv•2010•28 8 28/04/10 10:00:04

doivent en particulier pouvoir rassembler demain des parents, des jeunes, des enseignants et des animateurs permanents. Pour cela, ils doivent poursuivre leur recherche sur les modes d'engagement des différents acteurs éducatifs et faire une place plus importante à chacun d'eux au sein du Mouvement.

La Fédération, quant à elle, doit être l'organe qui intervient auprès des institutions et élargit l'audience des Francas. C'est à la Fédération de revendiquer une action publique plus volontariste pour le développement de l'action éducative locale.

La Fédération doit garantir les relations avec les organisateurs d'activités qui font et représentent les Francas. Mais elle doit aussi permettre, plus largement, le rassemblement de toutes les personnes morales qui se retrouvent dans leurs ambitions. Elle permet à chacun de nourrir un sentiment d'appartenance à un mouvement national qui conforte son action locale.

Pour construire un Mouvement composé de membres aptes à porter son projet et à agir aux différents échelons, la Fédération doit impérativement :

- faciliter, par des outils adaptés, une bonne compréhension des enjeux de société liés à l'éducation ;
- concevoir une stratégie de communication du projet des Francas qui prend en compte la diversité des publics visés.

2

DEUXIÈME PARTIE : DES ORIENTATIONS POUR DONNER DU SENS AU DÉVELOPPEMENT DE L'ACTION ÉDUCATIVE

Pour que l'action éducative serve l'ambition générale, il faut qu'elle ait du sens. Les Francas proposent donc sept axes de réflexion pour développer leur action :

1. Agir pour mettre en vie le principe de laïcité, ferment de la cohésion sociale.
2. Agir pour que l'Europe devienne demain le territoire de vie et d'action des enfants et des adolescents.
3. Agir sur l'organisation de la société, notamment au regard de l'évolution des temps sociaux, pour que soit vraiment pris en compte le bien-être de l'enfant.
4. Agir sur la qualité de l'action éducative dans le temps libre des enfants et des adolescents.
5. Agir pour prendre en compte l'influence des médias dans l'action éducative.
6. Agir en direction de tous les enfants, en accentuant l'action vers les plus pauvres.
7. Agir pour que se développe l'engagement volontaire sur les questions relatives à l'éducation.

L'action développée par les Francas obéit à trois préoccupations majeures, et transversales aux axes de réflexion précités :

- l'accessibilité à tous de l'action éducative ;
- le respect du principe de mixité dans toutes ses dimensions ;
- l'implication des enfants et des jeunes à l'action éducative, puisque leur participation est une composante majeure de la construction de leur personne.

congres bordeaux int+couv•2010•29 9 28/04/10 10:00:07

1. Agir pour mettre en vie le principe de laïcité, ferment de la cohésion sociale

Les sociétés contemporaines sont pluri-ethniques et multiculturelles.

L'héritage de la Révolution et le modèle jacobin qui ont orienté le développement de la France ont permis de cimenter une culture commune, de fortifier un sentiment d'appartenance collective et de préserver la paix. Mais cela s'est fait au détriment des particularismes culturels qui furent relégués dans la sphère privée.

Réaffirmer le principe de laïcité dans une société ébranlée par l'avènement de replis communautaires, c'est replacer l'Homme au centre du développement de la société.

Les références des Francas sur la laïcité sont denses et leur discours est toujours d'actualité [9]. Il est toutefois nécessaire de poursuivre, à partir des outils existants, la construction de conceptions communes sur ce sujet pour pouvoir agir au quotidien. Pour cela, ils doivent permettre l'échange et le débat pour offrir aux militants la possibilité de confronter leurs idées et d'accompagner les organisateurs locaux dans la mise en vie de ce principe.

Quelles que soient les difficultés, les Francas doivent être attentifs aux demandes particulières et les examiner dès lors qu'elles sont respectueuses de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen [10] et de celle des Droits de l'enfant, conciliables avec la constitution de la République et compatibles avec l'intérêt commun. Les Francas considèrent en effet ces trois dimensions comme essentielles au « vivre ensemble ».

2. Agir pour que l'Europe devienne demain le territoire de vie et d'action des enfants et des adolescents

Loin d'être une utopie, l'Europe est une réalité qui organise la vie quotidienne de ses habitants, même s'il reste beaucoup à construire, notamment au plan social. L'espace européen ne représente plus l'étranger. Il est devenu notre espace de vie et d'action, un ensemble géopolitique et socio-économique favorisé par des règles et des projets communs à ses habitants. Néanmoins, l'Europe admet aussi les différences, les particularités qu'illustrent par exemple les vingt et une langues officielles.

> « Les Francas doivent agir dès aujourd'hui pour que l'Europe appartienne bien aux enfants et adolescents d'aujourd'hui, adultes de demain. »

La construction institutionnelle en cours néglige les organisations citoyennes en ne les associant que trop peu au débat et aux décisions. Les Francas doivent agir dès aujourd'hui pour que l'Europe appartienne bien aux enfants et adolescents d'aujourd'hui, adultes de demain.

Les Francas revendiquent que l'éducation populaire offre aux citoyens les conditions pour réfléchir ensemble. Donner à chaque individu la garantie de pouvoir se construire en faisant lui-même la synthèse des influences auxquelles il est soumis et de celles qu'il produit, voilà pour les Francas ce qui caractérise le mieux une perspective d'éducation populaire. En d'autres termes, permettre à chacun, dès le plus jeune âge, de devenir citoyen en se confrontant aux autres, leur semble être une perspective incontournable de l'action éducative.

9- Congrès de Toulouse, 1995.
10- Auxquels la constitution de 1958 rappelle son attachement dans son préambule.

congres bordeaux int+couv•2010•210 10 28/04/10 10:00:08

Pour les Francas, la citoyenneté s'exerce depuis le niveau local jusqu'au niveau planétaire. L'Europe ne peut plus être une option pour les éducateurs, elle est bien devenue une dimension incontournable de l'éducation. Ainsi, en tant que mouvement d'éducation populaire, les Francas doivent désormais projeter leur action dans l'espace européen.

C'est pourquoi, à ce sujet, les Francas doivent mener de front une action éducative et une action politique :

• **L'action éducative** prolonge l'action engagée depuis de nombreuses années et vise à préciser les enjeux d'une « éducation

à l'Europe » permettant aux enfants et aux adolescents de participer à la construction d'un « vivre ensemble » dans cet espace qui est le nôtre. Les échanges doivent se multiplier, leur contenu se préciser. Favoriser le dialogue et développer les compréhensions mutuelles est un défi essentiel pour la décennie à venir en matière de construction d'une identité européenne.

• **L'action politique** vise à faire émerger une « Europe sociale et éducatrice » et à stimuler pour cela la définition et la mise en œuvre de politiques à l'échelle européenne comme à l'échelle territoriale.

Les Francas s'engagent résolument avec d'autres, notamment les associations d'éducation populaire et de jeunesse européennes, pour que se réduisent les inégalités d'accès à l'éducation et à la culture, notamment sur le territoire européen. Ils pourront en cela interpeller et tenter de contraindre, seul ou avec d'autres, les institutions européennes.

3. Agir sur l'organisation de la société, notamment au regard de l'évolution des temps sociaux, pour que soit vraiment pris en compte le bien-être de l'enfant [11]

Depuis quelques années, en France, on porte une attention accrue à l'évolution des temps sociaux. Encore trop souvent, l'organisation de la société du plan local au national tient les temps et rythmes de vie des enfants et adolescents pour données secondaires.

Dans les réflexions engagées en matière d'articulation des temps de vie familial et professionnel par exemple, la problématique de la garde des enfants prévaut sur celle de leur éducation. Dans un autre registre, on constate que si les milieux dits « favorisés » sont satisfaits de l'usage qu'ils font de leur temps libre, les milieux dits « défavorisés » en profitent moins par manque de ressources économiques notamment. Cette « exclusion par le temps » concerne au premier chef les enfants car les difficultés que rencontrent les parents se répercutent sur les activités de loisirs, alors jugées accessoires.

Les Francas doivent poursuivre et intensifier leur travail pour que l'action éducative soit inscrite au cœur des politiques publiques portant sur l'organisation des temps sociaux.

11- Par « *temps sociaux* » on entend : « *les domaines scientifiquement identifiés en tant que temps sociaux : temps professionnel (travail, études, formation), temps domestique (ménage, courses …), temps physiologique (sommeil, toilette, soins, repas), temps libre (loisirs et sociabilité)* ». Sources : *L'évolution des temps sociaux au travers des enquêtes Emploi du temps* – INSEE 1999. *Régime de temporalités et mutation des temps sociaux* – Claude Dubar.

congres bordeaux int+couv•2010•211 11 28/04/10 10:00:12

Par ailleurs, ils doivent revendiquer que les temps et rythmes de vie de l'enfant soient considérés comme une donnée essentielle pour organiser la société et non comme un élément de circonstance, économique notamment.

Pour être efficaces, les Francas doivent se positionner comme partenaires incontournables de toute réflexion sur la gestion des temps à l'échelle des territoires et faire valoir leurs propositions.

4. Agir sur la qualité de l'action éducative dans le temps libre des enfants et des adolescents

C'est au niveau local que s'apprécie la qualité de l'action éducative. « *L'offre de loisirs éducatifs s'est fortement développée et diversifiée durant les dernières années, en reprenant du reste un certain nombre de propositions formulées en 1992 dans le programme Place de l'enfant* »[12]. Ce constat révèle l'intérêt accordé à l'action éducative dans le temps libre par les pouvoirs publics qui répondent ainsi à la demande sociale des familles.

Mais la qualité de l'action éducative peut encore progresser, être mieux adaptée aux évolutions de la société ; les initiatives prises n'étant pas toujours à la hauteur des ambitions affichées.

Il ne s'agit pas que l'action des Francas soit modélisée et appliquée sur tout le territoire national. Mais il est clair que des enjeux nouveaux se posent, en ce début de XXIe siècle, quant au développement de l'action éducative, que les Francas se doivent de traduire en actes éducatifs.

Les Francas interrogent depuis leur origine la qualité de l'action éducative, qu'elle résulte de leur initiative ou de celle d'autres éducateurs, et ce pour qu'elle permette véritablement l'émancipation de la personne en tant que telle, et dans sa relation aux autres.

Au plan local, c'est avec tous les éducateurs et décideurs qu'il faut définir les meilleures modalités d'accueil éducatif et d'organisation des activités.

En se fondant sur l'observation d'une part, sur leur expérience d'autre part, les Francas sont persuadés qu'une action plus volontariste s'impose au niveau local pour l'action éducative.

En vertu de leurs valeurs et du principe de laïcité qui impose l'ouverture à tous les enfants et adolescents et leur participation, les Francas retiennent sept priorités pour renouveler l'action éducative locale :

12- Journée d'étude « Place de l'enfant, 10 ans plus tard », novembre 2003.

« des enjeux nouveaux se posent, en ce début de XXIe siècle, quant au développement de l'action éducative »

congres bordeaux int+couv•2010•212 12 28/04/10 10:00:13

• La notion de développement durable contient l'idée que nous sommes responsables des conséquences de nos choix et de nos actes vis-à-vis des générations futures. Les Francas doivent faire en sorte que la notion de développement durable, telle qu'elle est présentée dans les perspectives de société, soit intégrée dans toute action éducative locale.

• Le caractère multiculturel de la société constitue une richesse si la rencontre des cultures s'opère. Les Francas doivent faire en sorte que l'action éducative comporte une dimension interculturelle, gage d'un « vivre ensemble » sans cesse renouvelé.

• Refusant un monde où la compétition serait le seul modèle de développement proposé aux enfants et aux adolescents, les Francas, par l'action éducative, veulent faire de la rencontre de l'autre le ferment de la progression sociale. Autrement dit, il s'agit de valoriser beaucoup plus ce qui permet de progresser en faisant progresser l'autre. La pratique de la coopération doit à ce titre redevenir un principe central de l'action éducative.

• Un projet local pour l'enfance et la jeunesse doit réellement prendre en compte l'expression des enfants et des adolescents. Les Francas doivent donc encourager plus fortement la participation des enfants et adolescents à la vie de la Cité. À ce titre, ils doivent créer les conditions au plan local pour favoriser la participation des enfants et des adolescents.

• Malgré de nombreuses évolutions, les structures de loisirs éducatifs n'attirent pas autant qu'elles le souhaiteraient les jeunes de 9 à 16 ans et les collectivités locales peinent à satisfaire les attentes et les besoins de ces publics. Les Francas veulent agir pour faire évoluer les structures afin qu'elles soient véritablement adaptées à l'action éducative en direction des 9-16 ans.

• Si l'idée d'« éducation partagée » ou de « coéducation » paraît aujourd'hui largement répandue, l'action éducative développée ne s'en ressent que trop peu. Les Francas doivent agir pour que la rencontre des éducateurs au niveau local soit effective. La « coéducation » ne se réduit pas à la réunion des « coéducateurs » pour définir ensemble le projet. Les Francas se veulent plus exigeants : la coéducation implique que les éducateurs agissent ensemble pour que se créent de véritables convergences éducatives. Les enseignants, les parents, les animateurs (permanents ou occasionnels), etc. doivent agir de manière concertée dans tous les cas : c'est un objectif en soi.

• La formation et la qualification des acteurs, permanents ou non, de l'action éducative constituent à l'évidence un moyen essentiel pour faire évoluer qualitativement les pratiques éducatives et pédagogiques. Les Francas doivent donc vérifier en permanence la pertinence des logiques de formation et de qualification qu'ils développent au regard de l'action éducative.

5. Agir pour prendre en compte l'influence des médias dans l'action éducative

La « société de l'information et de la communication » immerge l'individu dans un « bain médiatique » diffus qui conditionne, à son insu, sa vie quotidienne. Cette pression médiatique, omniprésente, imperceptible ou si peu, participe à l'évidence à l'éducation des enfants et des adolescents. Vu les heures que passe l'enfant ou l'adolescent devant un écran (télé, jeux vidéo, ordinateur, téléphone…) ou à écouter la radio, et vu la confiance que certains accordent aux magazines pour la jeunesse, il faut s'interroger sur l'impact éducatif de ces différents médias.

L'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et le développement à très grande vitesse du

congres bordeaux int+couv•2010•213 13 28/04/10 10:00:14

« les Francas visent l'épanouissement du sens critique de chacun »

« tout numérique » ont véritablement ouvert des voies d'accès inédites à la connaissance. Mais les risques et effets pervers de ce développement encore récent sont nombreux. Il faut d'abord constater qu'enfants et adolescents ne disposent pas tous dans leur proche environnement des moyens de se familiariser avec ces nouvelles technologies (équipement, accompagnement, formation). La difficulté d'accès pour tous aux TIC accroît l'inégalité d'accès à la connaissance. Par ailleurs, faute d'une réglementation stricte, ces technologies, comme tous les moyens d'information, peuvent véhiculer des idéologies illégales et encourager des pratiques déviantes ou dangereuses pour les enfants et adolescents.

Mouvement d'éducation populaire, les Francas visent l'épanouissement du sens critique de chacun. À ce titre, il leur appartient de reprendre aujourd'hui, de manière très volontariste, un travail de fond sur les interrelations entre médias et éducation. Ils doivent favoriser l'utilisation de tous les modes de communication par les enfants et adolescents, et pas uniquement les nouveaux médias qui peuvent conduire à isoler les individus les uns des autres.

Par ailleurs, le développement des TIC, et en particulier celui des logiciels libres, augure une formidable perspective de progrès, ainsi qu'une manière coopérative d'élaborer, de diffuser et de partager des savoirs, des savoir-faire et des informations.

Les Francas doivent donc, en outre, formuler une exigence politique minimum en termes d'accès des enfants et des adolescents à ces technologies.

À une autre époque, les Francas ont posé, avec d'autres, un certain nombre de revendications à propos de la télévision. Mais ils n'ont pas su tenir cette réflexion dans la durée alors qu'elle est devenue aujourd'hui primordiale. Depuis deux ans ils ont, avec d'autres, réinscrit leur action dans ce champ de préoccupations, notamment au sein du CIEME [13] et de l'association dont ils sont cofondateurs « Information & Citoyenneté ».

13- Un nouveau nom pour le Collectif interassociatif Enfance et Média : « Collectif interassociatif Enfance, Médias et Éducation (CIEME) » validé par le Conseil d'administration le 24 juin 2009.

congres bordeaux int+couv•2010•214 14 28/04/10 10:00:16

Tant dans les discours que dans l'action avec les enfants et les adolescents, les Francas doivent avant tout aborder ces questions dans leur dimension positive pour la société, plus que par les déviances qu'elle peut générer.

• Ils doivent faire en sorte que les enfants et les adolescents maîtrisent les outils sans s'arrêter à la technique (particulièrement pour ceux ayant trait à l'image), afin d'éviter qu'ils ne les subissent.

• Ils doivent agir pour valoriser, favoriser et s'impliquer dans le développement des programmes éducatifs diffusés aujourd'hui par les différents médias.

• Ils doivent agir pour faire évoluer le cadre réglementaire protégeant les mineurs ainsi que celui qui permet leur expression et l'accès aux moyens d'information (CIDE).

6. Agir en direction de tous les enfants et adolescents, en accentuant notre action vers les plus pauvres

En 2004, une étude [14] montrait que la pauvreté touche, en France métropolitaine, environ 8 % (soit un million) d'enfants et d'adolescents de moins de 18 ans si l'on retient une définition assez stricte du seuil de pauvreté monétaire. Cette proportion avoisine 16 % (soit 2 millions) si l'on se fie au seuil de référence de l'Union européenne. Ces situations de pauvreté sont souvent persistantes, souligne la même étude.

On sait par ailleurs que les enfants et les adolescents issus de familles pauvres cumulent des handicaps préjudiciables à leur future intégration (difficultés scolaires nettement plus importantes que pour le reste de la population scolarisée, par exemple). La pauvreté est en effet multidimensionnelle. Les mécanismes qui conduisent à la pauvreté, comme la nature de la pauvreté elle-même, ont beaucoup évolué depuis trente ans. Il convient donc pour les Francas de repenser l'action en direction des publics aujourd'hui confrontés à cette réalité.

Les Francas ont de tous temps répété leur volonté de s'adresser à « *tous les enfants et les jeunes, et en particulier ceux qui sont les plus défavorisés socio-économiquement* ». Malgré cela, ils n'ont pas su suffisamment persévérer dans la mise en place d'une action vers les publics les plus défavorisés. Même s'ils ne renoncent pas à s'adresser à tous les enfants et adolescents, les Francas ont été, comme beaucoup d'autres, dépassés par la gravité de ce phénomène.

En s'appuyant sur le principe de justice sociale, d'égalité d'accès aux droits, de mixité sociale, en cherchant à impliquer les acteurs, les Francas ont une « ardente obligation » de s'emparer de cette question afin de tenter d'enrayer l'évolution d'une pauvreté devenue intolérable.

L'action des Francas demain ne devra pas viser exclusivement les publics les plus pauvres. Pour autant, si l'on considère que

14- Rapport du CERC (Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale), février 2004.

« Les Francas ont de tous temps répété leur volonté de s'adresser à « tous les enfants et les jeunes, et en particulier ceux qui sont les plus défavorisés socio - économiquement »

congres bordeaux int+couv•2010•215 15 28/04/10 10:00:16

la pauvreté (et plus particulièrement la pauvreté enfantine) est un vrai problème de société à résoudre, que la perspective globale de société dans laquelle on se projette n'a de sens que dans une plus grande égalité entre les Hommes, alors les Francas doivent :

• Réaffirmer l'intention générique du mouvement, qui vise à concerner « tous les enfants et particulièrement les plus pauvres » pour stimuler une action plus volontariste en direction des enfants les plus défavorisés [15].

• S'engager aujourd'hui à rendre accessible aux populations pauvres l'ensemble de nos propositions éducatives.

• Faire que ces actions soient à la fois accessibles (dans toutes leurs formes), diversifiées et de qualité. Ces actions devront être proposées sur le territoire de vie des enfants et des adolescents au-delà du centre de loisirs et dans la proximité la plus grande. C'est alors qu'elles permettront aux éducateurs de construire des relations avec les parents et plus largement, avec l'ensemble des acteurs éducatifs.

• Motiver fortement leurs militants pour qu'ils s'engagent, dénoncent et agissent pour supprimer les inégalités et réduire la pauvreté enfantine là où ils vivent...

• Privilégier l'action partenariale pour augmenter l'efficacité des actions dans ce domaine, intégrer des collectifs.

• Agir avec détermination en direction des pouvoirs publics afin de faire reconnaître l'inégalité d'accès des enfants et des adolescents aux loisirs éducatifs et contribuer à modifier cet état de fait, pour un accès au plus grand nombre.

7. Agir pour que se développe l'engagement volontaire sur les questions relatives à l'éducation

« *Il faut tout un village pour élever un enfant* » [16]. Chaque enfant apprend, construit ses repères et se structure à partir des influences qu'il produit et des influences qu'il reçoit de son environnement. Dès lors, l'éducation est une question qui concerne tout le monde et d'abord les adultes.

« Il faut tout un village pour élever un enfant ».
« l'éducation est une question qui concerne tout le monde et d'abord les adultes »

Elle ne se restreint ni à la sphère scolaire, ni à la sphère familiale, ni bien sûr à la sphère du temps libre. Elle ne peut évidemment pas être de la seule responsabilité des « professionnels de l'éducation », qu'ils soient enseignants, animateurs, éducateurs…

L'éducation relève donc de la responsabilité de tous les citoyens et nécessite qu'ils s'impliquent avec détermination. Mais si l'idée est admise, elle n'est guère suivie d'effets suffisants.

15- C'est-à-dire les plus pauvres sur les plans économique, social, culturel, éducatif, géographique… et qui n'ont pas accès aux droits fondamentaux.

16- Proverbe wolof (Sénégal).

congres bordeaux int+couv•2010•216 16 28/04/10 10:00:17

Les Francas doivent donc poursuivre et intensifier leur action pour que chacun assume sa part de responsabilité en matière d'éducation.

Tout le monde n'a pas la volonté de participer à l'action éducative, mais les Francas doivent encourager le plus grand nombre à s'y associer. C'est au niveau local que l'engagement volontaire prend du sens, souvent au sein d'une association, car c'est là principalement que l'on peut revendiquer et agir sur les conditions de vie des enfants et des adolescents, et les aider ainsi à se construire comme constituants de la société.

Poursuivant le travail engagé en amont du congrès de Nantes, les Francas doivent s'efforcer d'associer à la mise en œuvre de l'action éducative quatre types de publics : les jeunes, les enseignants, les professionnels de l'animation et les parents, qui constituent la base la plus large possible de l'engagement.

L'engagement de ces publics, fondé pour toute et partie sur des formes de contractualisation de volontariat et de partage des mêmes valeurs, doit être le ferment indispensable pour régénérer une force de proposition constructive en matière d'action éducative au plan local.

Au-delà de cette action incitatrice, les Francas doivent définir concrètement les conditions d'implication, tout comme les éventuelles réponses à apporter aux besoins de formation des acteurs.

Le développement de l'action éducative est partagé par des professionnels et des non professionnels. Les Francas doivent donc œuvrer pour une reconnaissance publique plus effective du bénévolat et pour promouvoir l'engagement volontaire dans l'action éducative.

3

TROISIÈME PARTIE : UNE STRATÉGIE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET POUR 2010 - 2014

Sur la base politique du projet « Éduquer pour demain » développée dans les deux premières parties du texte, il est nécessaire de réfléchir à la **stratégie de mise en œuvre du projet pour les cinq prochaines années.**

Trois éléments fondent la définition des axes stratégiques pour les années 2010-2014 :

- Une évaluation de l'action conduite ces cinq dernières années.
- Une analyse des évolutions de l'environnement, ainsi que de nos propres évolutions.

congres bordeaux int+couv•2010•217 17 28/04/10 10:00:22

• Un inventaire des contraintes qui s'imposent à notre organisation, ainsi que de ses atouts.

Ces axes stratégiques, qui seront validés par l'assemblée générale d'octobre 2009 à Bordeaux, définissent **la stratégie de l'ensemble fédéral**, et s'imposent donc à chacune des associations départementales. Les associations départementales – et territoriales – membres de la Fédération nationale, à partir de cette feuille de route et en fonction de leurs caractéristiques propres, auront donc ainsi à définir leur propre stratégie de mise en œuvre du projet à l'échelle de leur territoire, ainsi que les modalités d'évaluation de cette stratégie.

de véritables politiques cohérentes de l'éducation. Force est de constater qu'à ce jour, les collectivités locales aiment à affirmer la priorité qu'elles donnent à l'éducation – enquête AMF (Associations des maires de France), ANDEV (Association nationale des directeurs d'éducation des villes) d'octobre 2008 – et ce, encore plus fortement depuis les élections municipales de mars 2008.

Pour autant, la réalité des politiques mises en œuvre laisse à voir la prise en compte très faible du caractère global de l'éducation.

Dans les cinq ans qui viennent, les Francas doivent donc, en appui notamment sur

« un nouveau type d'acteurs que sont ces structures éducatives de loisirs, à côté de la famille et de l'école, acteurs historiques de l'éducation »

1. Par notre action, faire reconnaître le caractère global et continu de l'éducation

La prise en compte et la reconnaissance des structures d'accueil de loisirs en tant que structures d'éducation durant ces quinze dernières années est indéniable. La forte implication des collectivités locales et de quelques institutions (CAF, MSA) explique leur développement. Ce fait majeur a institué un nouveau type d'acteurs que sont ces structures éducatives de loisirs, à côté de la famille et de l'école, acteurs historiques de l'éducation. Une organisation comme les Francas, centrée avant tout sur une ambition pour les enfants, les adolescents et les jeunes adultes, stimulant et accompagnant ce développement, a toujours agi pour qu'à partir de cette reconnaissance émergent

les engagements pris dans leur Convention Pluriannuelle d'Objectifs avec le ministère de l'Éducation nationale, en partenariat avec les collectivités territoriales, mais aussi avec l'ensemble du monde associatif concerné :

- Poursuivre et intensifier leur action pour que la reconnaissance de la valeur éducative des « structures d'accueil éducatif de loisirs pour l'enfance et l'adolescence » se consolide. Dans ce cadre, il faudra particulièrement agir pour rechercher avec les responsables des structures éducatives les moyens de cette reconnaissance à la fois dans le rapport aux parents et aux responsables politiques et institutionnels. Il faudra, à ce titre également, mieux faire connaître les spécificités éducatives des temps péri et extra-scolaire.

congres bordeaux int+couv•2010•218 18 28/04/10 10:00:22

- Promouvoir, seul ou avec d'autres, le caractère global de l'éducation, en s'appuyant, entre autres, sur notre capacité interne à produire et sur le développement de partenariats avec le monde de la recherche.

- Prendre en compte plus réellement l'influence des médias sur l'éducation, et faire prendre conscience de cette réalité au plus grand nombre.

- Réaffirmer fortement les valeurs laïques, à partir des outils déjà produits en assurant leur développement et en les faisant connaître. Agir pour contenir l'influence grandissante de la religion et des sectes dans l'espace public.

- Agir pour que l'éducation prenne en compte les enjeux liés au développement durable.

- Produire, en tant que Mouvement, des repères concrets – théoriques et pratiques – pour les collectivités locales, l'ensemble des acteurs éducatifs, professionnels ou non.

- Produire des repères opérationnels concernant l'accueil de tous les âges, de la toute petite enfance aux jeunes adultes.

- Poursuivre et intensifier leur action afin que leur concept de projet éducatif local soit reconnu comme moyen politique de renforcer la cohérence des actions éducatives à l'échelle d'un territoire.

2. Développer, renforcer l'action au niveau local

Durant ces dernières années, les Francas ont largement stimulé et accompagné le développement de l'action éducative locale. Leur rapport aux collectivités locales n'a cessé de se densifier depuis de nombreuses années, même si aujourd'hui, la dérive qui s'installe quant à la « mise en marché » de l'action éducative locale, transforme profondément cette relation. Pour les Francas, ce phénomène de « mise en marché » perturbe notablement le travail de cohérence qu'ils promeuvent, entre ambition éducative et impact éducatif sur la vie de tous les mineurs. Ce phénomène accroît dangereusement le morcellement des actions éducatives, notamment lorsque le projet éducatif local est inexistant ou très insuffisamment formulé.

Pour les Francas, c'est là où vivent les enfants et les adolescents, au plan local, que doit se mesurer l'impact de toute action éducative… dans leur vie quotidienne, autrement dit ! C'est donc à ce niveau que prend tout son sens l'ambition éducative qu'ils formulent.

Pour renforcer et garantir cette volonté de cohérence, les Francas ont toujours entretenu une relation privilégiée avec le plus grand nombre possible d'acteurs

« Pour les Francas, c'est là où vivent les enfants et les adolescents, au plan local, que doit se mesurer l'impact de toute action éducative »

congres bordeaux int+couv•2010•219 19 28/04/10 10:00:24

locaux de l'éducation, notamment avec ceux qui se sont trouvés assez proches du projet pour adhérer aux Francas et en premier lieu les associations locales.

Dans les cinq ans qui viennent, les Francas doivent donc, prioritairement sur les territoires locaux où ils peuvent s'appuyer sur la relation à un organisateur local affilié, et plus largement là où ils ont des organisateurs locaux partenaires :

- Densifier la relation aux acteurs éducatifs du territoire, pour permettre la plus grande cohérence éducative. Agir, à ce titre, pour la généralisation et la cohérence des projets éducatifs locaux.

- Repositionner les Francas, au plan départemental, comme « tête de réseau » d'organisateurs locaux d'activités éducatives en direction de l'enfance et de la jeunesse. Ce réseau, représentatif et reconnu par l'environnement institutionnel, doit permettre l'impulsion d'échanges inter organisateurs, de pratiques éducatives, de projets collectifs, mais aussi la valorisation de l'action éducative, des pratiques, ou encore l'accompagnement technique...

- Intensifier leur interpellation des citoyens et des élus sur les questions éducatives, et plus généralement sur toutes les questions relatives à l'enfance et à l'adolescence.

- Renforcer leur fédération, en développant la communication entre les différents niveaux, et en l'outillant pour mieux suivre et mieux connaître encore la réalité des structures éducatives au niveau local.

- Rechercher, notamment avec les jeunes, les moyens de structuration du Mouvement au plan local.

3. Renforcer l'animation du Mouvement

La difficulté à se projeter dans l'avenir, doublée d'une forme d'incapacité à formuler et faire émerger les bases d'un projet progressiste, domine aujourd'hui au sein des corps intermédiaires. Dans ce contexte, les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, à partir de leurs valeurs et de leurs savoir-faire, doivent plus que jamais participer à l'émergence de perspectives nouvelles. C'est en mobilisant les individus, les citoyens, ensemble sur de mêmes préoccupations que peuvent naître de nouvelles idées pour bâtir demain une société plus juste et plus solidaire. Les Francas ont réaffirmé à plusieurs reprises leur double identité de Mouvement et de Fédération. Ces dernières années les ont convaincus, plus encore, de la nécessité de susciter et d'accompagner l'engagement volontaire autour des questions d'éducation, de faire émerger des « militants de l'enfance » au service d'une société éducatrice.

Forts de cette ambition, **dans les cinq ans qui viennent, les Francas doivent donc :**

- Multiplier les « portes d'entrées » dans le Mouvement, notamment à partir du niveau local. Pour cela, retravailler les formes possibles de regroupement et d'implication des militants au plan local et développer des formes d'engagement ponctuelles ou durables.

- Intensifier le travail partenarial avec les CEMEA sur la question du Mouvement de jeunes éducateurs.

congres bordeaux int+couv•2010•220 20 28/04/10 10:00:27

- Se rapprocher plus encore des collèges, des lycées et de l'université pour interpeller plus directement les jeunes sur les questions d'engagement, d'éducation et d'exercice de la citoyenneté.

- Promouvoir plus fortement le développement des Associations temporaires d'enfants citoyens (ATEC), ainsi que l'ensemble des espaces de participation de jeunes.

- Promouvoir le parcours de formation BAFA, l'action au sein des centres de loisirs éducatifs comme des espaces d'engagement citoyen.

- Organiser la mobilisation et la rencontre des acteurs locaux de l'éducation, par l'organisation de rassemblements importants.

- Développer Espace Formation et les actions de formation des militants.

- Développer l'action en direction des professionnels de l'animation (formation, réflexion, mise en réseau autour des problématiques éducatives…) afin de renforcer leur contribution au Mouvement.

4. Affirmer le Centre de loisirs éducatif comme un élément de base des politiques éducatives locales

Pour les Francas, le centre aéré d'abord, ensuite le centre de loisirs sans hébergement, et enfin, aujourd'hui, les « accueils de mineurs » ont une double vocation éducative et sociale. En faisant évoluer la terminologie officielle du centre de loisirs en « accueil de mineurs », l'État a, en quelque sorte, modifié la nature même du centre de loisirs en privilégiant la dimension accueil. Si, bien évidemment, les Francas sont partie prenante du développement d'une fonction d'accueil des mineurs sur les territoires locaux, ils ne sauraient, pour autant, la concevoir autrement que comme une fonction d'accueil éducatif des mineurs. À ce titre, leur choix de promouvoir et de développer le concept de centre de loisirs éducatif, réaffirmé ces dernières années, affiche leur volonté de rester fidèles à leur histoire, intimement liée au développement des structures éducatives de proximité dans notre pays.

Réaffirmant leurs choix antérieurs, toujours valides dans le contexte actuel, et en appui sur les engagements pris notamment dans leur Convention Pluriannuelle d'Objectifs avec le ministère de l'Éducation nationale, **dans les cinq ans qui viennent, les Francas doivent donc :**

- Agir pour que le Centre de Loisirs Éducatif soit, en phase avec leur volonté de promotion du caractère global de l'éducation, un élément de base de toute politique éducative locale, en particulier dans le cadre de la généralisation des PEL.

- Affirmer plus fortement encore, sur l'ensemble du territoire, leur volonté d'innover dans le domaine de l'accueil éducatif en développant ce qui pourrait devenir « un label » : **le Centre de Loisirs Éducatif et ses douze CLÉS** [17].

- Poursuivre et intensifier la mutualisation et la diffusion de ce qui existe ou est produit dans notre Mouvement comme à l'extérieur. Poursuivre la production d'outils repères pour les acteurs des **Centres de Loisirs Éducatifs**, en matière de pratiques pédagogiques et d'outils de gestion et d'administration.

- Développer des actions d'animation nationale.

- Affirmer leur volonté de promouvoir les pratiques éco-citoyennes dans les **Centres de Loisirs Éducatifs**.

17- Telles que définies dans le document « Centres de loisirs éducatifs – 12 clés pour grandir à loisir », diffusé en 2008.

congres bordeaux int+couv•2010•221 21 28/04/10 10:00:28

- Agir pour le développement de l'accueil éducatif des adolescents, mutualiser les expériences et les pratiques en la matière.

- Agir pour le développement de l'accueil éducatif de la petite enfance, mutualiser les expériences et les pratiques en la matière.

- Agir de manière continue sur nos projets de formation (BAFA, BAFD, formation professionnelle initiale et continue, formation des élus), pour qu'ils contribuent à l'amélioration de la qualité de l'accueil et des pratiques éducatives.

5. Cibler nos actions fédérales

Les Francas ont su, lors de leur congrès de Nantes en 2004, mettre en évidence des champs d'intervention sur lesquels, à partir de leur analyse de la société, il leur est apparu essentiel d'agir, d'intervenir. Si les résultats de ce travail sur les cinq dernières années restent contrastés, pour autant l'analyse conduite à ce moment-là prévaut toujours. Ces champs d'intervention ont tous un caractère transversal dans notre projet, et ne peuvent s'appréhender que dans le cadre d'un travail partenarial.

Sur la base de leur volonté de promouvoir une action éducative de qualité, accessible au plus grand nombre, **dans les cinq ans qui viennent, les Francas doivent donc :**

- Renforcer le travail de mise en vie du principe de laïcité, à partir des outils déjà produits, poursuivre la création d'outils innovant.

- Poursuivre et intensifier le travail engagé contre le développement de la pauvreté et de la précarité enfantine et juvénile, en accroissant notamment l'accessibilité aux activités éducatives et culturelles.

« Les associations départementales des Francas ont donc un rôle politique essentiel à jouer »

- Poursuivre et intensifier, dans leurs multiples dimensions, les actions engagées dans le domaine des pratiques culturelles et artistiques, comme dans le domaine des pratiques scientifiques et techniques.

- Affirmer toujours plus la dimension européenne et internationale de leur projet.

- Accroître leur action dans le domaine de l'éducation aux médias.

- Agir pour mettre en vie les principes du développement durable dans l'ensemble de l'action éducative.

- Agir, en référence à **la Convention internationale des Droits de l'enfant (CIDE),** toujours plus fortement pour le développement de la participation des enfants et des adolescents à la mise en œuvre de l'action éducative. Lutter contre toutes les formes de violence et d'atteinte aux droits faites aux enfants et aux adolescents.

6. Consolider, renforcer l'assise politique et économique des AD

Le rapport de l'État aux associations s'est considérablement modifié à la fois pour des raisons idéologiques et des motifs financiers. Dans le même temps, la décentralisation, appelée par la plupart des différentes forces politiques, n'a cessé de s'amplifier depuis près de trente ans, déplaçant, le plus souvent de fait plus que de droit, au plan des collectivités territoriales et locales les sources de financement public relatives à une part de notre secteur

congres bordeaux int+couv•2010•222 22 28/04/10 10:00:28

d'activités. Nous ne contestons pas cette décentralisation et à bien des égards nous l'appelons de nos vœux. Mais nous contestons le fait que l'État abandonne ses responsabilités à l'endroit des organisations qui mènent des projets qui participent à la cohésion de l'ensemble national, soit en matière d'action éducative, culturelle et sociale, soit en matière de développement de la vie associative. C'est forts de cette position qu'il nous appartient d'intensifier nos rapports aux collectivités territoriales et locales.

Les associations départementales des Francas ont donc un rôle politique essentiel à jouer dans ce cadre en pleine évolution.

Dans les cinq ans qui viennent, les Francas doivent donc :

- Rechercher les leviers et les moyens de s'affirmer politiquement sur les territoires locaux, afin d'être reconnus comme des partenaires incontournables du développement de l'action éducative locale.

- Agir pour que les associations départementales soient véritablement des lieux de rassemblement d'« équipes » militantes, fortes qualitativement et quantitativement…

- Intensifier leurs relations avec les collectivités territoriales, mais aussi avec les services déconcentrés de l'État et les institutions européennes afin de rechercher les possibilités de financement nécessaires au développement du projet ; à ce titre, adapter notre action dans le cadre de la réforme future des collectivités territoriales.

- Rechercher, à tous les niveaux du Mouvement, les moyens de développer une ou des activités de production économiquement viables.

- Rechercher les moyens de développer leur fiabilité en terme de suivi économique, notamment par la mutualisation de compétences et de moyens.

- Retravailler les relations économiques entre les différents niveaux de l'organisation, réexaminer la coopération entre les niveaux, dans ses principes, comme dans ses modalités.

- Poursuivre, voire intensifier leur action de communication externe et interne, afin de rendre lisible et visible leur intervention à tous les niveaux du territoire.

congres bordeaux int+couv•2010•223 23 28/04/10 10:00:28

Les Francas
10-14, rue Tolain
75980 Paris Cedex 20
Tél. : 01 44 64 21 53
Fax : 01 44 64 21 11
www.francas.asso.fr

Reproduction interdite
Directeur de la publication : Philippe Deplanque
Responsable de la publication : Didier Jacquemain
Animatrice de la rédaction : Nadia Astruc

©FROMATIQUES ÉDITIONS – Photos © Nadia Astruc, Christophe Schafer – Impression : Groupe Corlet – Dépôt légal : avril 2010 – Imprimé sur papier issu de forêts durablement gérées et par un imprimeur certifié Imprim'Vert.